

Trita Parsi : alliance Iran-Arabie-Turquie après la guerre ?

Trita Parsi soutient que le protocole d'accord peut encore être sauvé, mais qu'il faut une reconfiguration plus large du Moyen-Orient pour s'adapter aux nouvelles réalités. Parsi est le cofondateur et vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft. Suivez le Substack de Trita Parsi : <https://tritaparsi.substack.com/> Achetez les produits dérivés de Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous retrouvons aujourd'hui Trita Parsi, vice-président exécutif du Quincy Institute for Responsible Statecraft, et aussi un excellent auteur sur sa chaîne Substack. Je mettrai le lien dans la description — c'est ma référence quand je veux comprendre ce qui se passe aux États-Unis et au Moyen-Orient. Merci beaucoup d'être de retour dans l'émission.

#Trita Parsi

Merci beaucoup de m'avoir invité à nouveau, Glenn Diesen.

#Glenn

On voit bien maintenant que les États-Unis sont repartis en guerre contre l'Iran. Trump est même allé sur Truth Social et a écrit récemment que le cessez-le-feu était terminé. Il a aussi fait des commentaires lors du sommet de l'OTAN, disant que l'île de Kharg pourrait être prise par les États-Unis. Est-ce qu'il est trop tard, maintenant, pour sauver le mémorandum d'entente ?

#Trita Parsi

Je ne pense pas qu'il soit trop tard, mais on arrive clairement au moment où ça pourrait le devenir. Ce qui est très intéressant, c'est que les Iraniens n'ont pas encore déclaré que le mémorandum était terminé. Ils laissent la porte ouverte. Trump, lui, a dit qu'il pensait que c'était fini, mais sans être catégorique. Parce qu'au fond, cette dernière série de combats ne va sans doute mener nulle part. Elle ne changera pas les éléments fondamentaux de la situation. Et il faudra bien, à un moment,

revenir à la diplomatie. Si le protocole d'accord est encore techniquement en vigueur, on gagne énormément de temps et de capital politique. Si on doit tout recommencer à zéro, on a vu à quel point il avait été difficile d'arriver à ce protocole. Et pourtant, ce protocole était clairement imparfait. Les zones d'ambiguïté qu'il contenait sont peut-être devenues un peu trop importantes.

En particulier l'article cinq, qui est l'une des principales raisons pour lesquelles les combats ont lieu dans le détroit en ce moment. Je trouve donc important de noter qu'aucun des deux camps n'a déclaré clairement vouloir abandonner le protocole d'accord. Le cessez-le-feu peut être terminé sans que le protocole d'accord le soit. Alors, est-ce une bonne chose d'en être là ? Absolument pas. Pour moi, c'est une véritable catastrophe, et ça annonce très mal pour le protocole d'accord, au final. Ce n'était pas censé se passer comme ça. On savait que ce serait difficile, qu'il y aurait des turbulences, et c'était tout à fait compréhensible vu la complexité de la situation. Mais ce genre de reprise des combats, qu'on a maintenant vue deux fois, et dont la deuxième est bien pire, bien plus intense que la première, ne rend vraiment pas justice à un protocole d'accord. Et je crois que c'est Ali Hashim qui, à ce stade, a dit qu'il ne fallait plus parler de MOU, mais de MOM — le "Memorandum of Misunderstanding", autrement dit, le mémorandum des malentendus.

#Glenn

Oui, eh bien, c'est ce que j'ai pensé quand Trump a parlé d'attaquer l'île de Kharg. Je veux dire, ce serait une escalade incroyable, surtout s'il envoyait aussi des troupes au sol. Donc, ce serait vraiment une toute autre situation. Mais je suppose aussi que les États-Unis essaieraient de renégocier le protocole d'accord au fur et à mesure. Vous voyez, est-ce que ça pourrait faire partie de la stratégie américaine ici ? Autrement dit, utiliser un peu de force militaire pour essayer de pousser les Iraniens à changer de position, par exemple sur la gestion du détroit d'Ormuz ?

Je pense qu'ils espéraient pouvoir faire entrer et sortir les navires sans tomber sous le contrôle de l'Iran. Mais encore une fois, si on en fait une question à deux volets — pour les États-Unis, simplement continuer, si c'est une manière de renégocier — ce cycle de bombardements, puis de retour au cessez-le-feu, puis de nouveaux bombardements... à un moment donné, les Iraniens finiraient par se dire : pourquoi laisser aux Américains ce pouvoir d'escalade ? Pourquoi leur permettre de décider quand les bombardements commencent et quand ils s'arrêtent ? C'est un contrôle très dangereux à abandonner.

#Trita Parsi

Oui. Honnêtement, je ne suis pas convaincu qu'il s'agisse d'une stratégie de renégociation vraiment réfléchie. Est-ce un moyen de renforcer la position des États-Unis ? Oui. Mais est-ce une tactique de renégociation, au sens où ils sauraient exactement quoi faire de ce prétendu levier supplémentaire ? Non. Et si je prends un peu de recul, il faut aussi dire qu'au fond, il y avait une solution sur la table concernant le détroit. Les deux parties commençaient à converger vers cette solution après la première phase des combats, il y a environ treize jours. Il y avait une activité diplomatique, et une

idée avait émergé : les Iraniens ne voulaient pas voir de navires passer, ni par le couloir sud ni par le couloir nord, sans coordination avec eux.

C'est leur interprétation de l'article du protocole d'accord. Les États-Unis, comme la plupart des pays du CCG, ne lisent pas ce protocole, ni cet article, de cette façon — c'est-à-dire comme si la responsabilité incombait uniquement à l'Iran. Mais une idée a émergé, et elle a plu aux deux parties : d'accord, faisons en sorte que tous les navires signalent leur passage aux deux côtés, pas seulement aux Iraniens. Ainsi, un pays désigné du côté du CCG recevrait aussi toutes les notifications de tous les navires, qu'ils passent par le couloir nord ou par le couloir sud. Et tant que c'est le cas, les Iraniens n'y voient pas d'objection. D'ailleurs, ils n'ont jamais eu de problème avec les pays qui empruntent le couloir sud, du moment qu'ils font leur rapport.

Et le processus de déclaration n'a rien d'insurmontable. En gros, il s'agit simplement d'envoyer un e-mail pour signaler qu'ils souhaitent transiter. Il n'y a pas de frais, rien de ce genre. Mais ce qui s'est passé, c'est qu'ils n'ont jamais réussi à aller jusqu'au bout. Ils étaient en bonne voie, mais ensuite, à cause des funérailles de l'ayatollah Khamenei, la diplomatie a été mise en pause. Et pendant cette pause, plusieurs navires — trois au total, dont au moins un qatari et un saoudien — ont tenté de passer par le couloir sud avec leurs transpondeurs éteints. Les Iraniens ont perçu ça comme une provocation majeure.

Et une partie de la raison pour laquelle les Iraniens s'inquiètent de tout ça, c'est que — et j'en parle longuement sur Substack — ils craignent que les États-Unis n'essaient d'utiliser ce protocole d'accord pour créer un nouveau corridor solide dans la partie sud du détroit, un corridor qui resterait opérationnel même si la guerre reprenait. Autrement dit, si une guerre à grande échelle éclatait de nouveau et que les Iraniens voulaient fermer le détroit, ils ne pourraient plus le faire à cause de ce nouveau passage que la marine américaine est en train de mettre en place. Et bien sûr, ce serait une situation très défavorable pour les Iraniens, parce que c'est justement leur capacité à fermer le détroit qui leur donnait un levier important pendant la guerre. Ils craignent donc que les États-Unis ne cherchent discrètement à leur retirer cette capacité.

Et je pense qu'il y a de bonnes raisons de croire que c'est exactement ce que font les États-Unis, parce que c'est dans leur intérêt d'enlever cet atout aux Iraniens. C'est pour ça que c'est un point très sensible. Mais s'il n'y avait pas eu cette pause, à cause des funérailles et de cette tentative de passer par la partie sud du détroit pendant la cérémonie... Je dois dire que, d'un côté, on peut défendre l'idée que, selon leur interprétation du protocole d'accord, ces pays ont la capacité et le droit de traverser la partie sud du détroit. Et de l'autre côté, on peut aussi dire que, du point de vue iranien, leur argument sera qu'il n'y a rien qui les empêche de transiter par le détroit, que ce soit par le sud ou par le nord.

C'est juste qu'ils doivent s'enregistrer et activer leurs transpondeurs. Donc, vous voyez, c'est pour ça qu'ils considèrent ça comme une provocation. Pourquoi n'ont-ils pas signalé leur passage ? Pourquoi ont-ils éteint les transpondeurs ? Voilà. À ce moment-là, les Iraniens, après plusieurs avertissements,

ont tiré sur ces navires — pas pour les couler ou quoi que ce soit — et ça a ensuite conduit les États-Unis à réagir militairement. Personnellement, je pense que les deux camps ont surréagi. Il y a une surestimation du côté iranien, dans le fait d'avoir tiré sur les navires. Il y avait sans doute de meilleures façons de faire. Et je ne dis pas qu'ils ont tiré immédiatement : ils ont envoyé plusieurs avertissements, ils ont essayé de les rediriger.

Mais il y a sans doute de meilleures façons de gérer cette situation. Cela dit, je pense aussi que la réaction des États-Unis est totalement disproportionnée, relancer la guerre pour cette question, c'est exagéré. Parce qu'au fond, tout ça n'a pas tant d'importance. Cet accord provisoire ne durerait qu'une dizaine de jours supplémentaires sur les trente premiers jours du protocole d'accord. Et l'accord final, lui, ne dépend pas de cet accord intermédiaire. Donc, on sacrifie beaucoup de choses pour une période temporaire d'environ dix jours, qui, au final, ne change pas grand-chose. À mes yeux, les deux parties manquent malheureusement de la discipline qu'elles devraient avoir.

Je pense que Trump semble... enfin, je ne lui ai pas parlé directement, mais rien qu'en le voyant au sommet de l'OTAN, il paraissait complètement déséquilibré. J' imagine que ça doit être très difficile pour lui de passer du temps avec les dirigeants européens, qu'il semble tous détester. Aucun progrès sur la Russie, sur l'Ukraine. Et puis, Pete Hegseth et Marco Rubio arrivent dans le Bureau ovale, ils le mettent au courant de nouvelles attaques iraniennes et le poussent à envisager une action militaire. Et franchement, ce n'est pas surprenant, parce que ni Hegseth ni Rubio n'avaient l'air favorables au protocole d'accord dès le départ. Tout ça, à mon avis, a conduit à ce qui me semble, au final, être une réaction excessive — et franchement très contre-productive.

#Glenn

Mais Phil disait que le protocole d'accord, dans l'ensemble, essaie d'établir une forme de paix, mais qu'il repose sur une structure d'alliance qui ne le permet pas vraiment. Toute la région est organisée autour d'un système d'alliances. C'est ça, l'architecture de sécurité économique dans laquelle les États du Golfe et les États-Unis cherchent à affaiblir l'Iran. Donc, le fait que les Iraniens craignent que cela se divise en deux corridors séparés, pour réduire leur capacité à tout bloquer, eh bien, ça paraît logique... parce que c'est la continuité du conflit. Mon propos, ce n'est pas d'alimenter davantage la méfiance envers les États-Unis. C'est plutôt de dire que, peut-être, il faut une solution plus profonde, un cadre de sécurité économique plus large, capable d'intégrer tout le monde dans une plus grande mesure. Parce que... vous voyez, c'est un peu comme en Europe.

Si on pouvait sortir de cette logique de blocs, où toute la sécurité, toute l'architecture économique, repose en fait sur une politique de blocs. Si on pouvait, disons, faire entrer les Iraniens dans le jeu, trouver un accord commun entre Oman et l'Iran pour gérer, par exemple, l'administration des navires qui entrent et qui sortent. Est-ce que vous voyez cette possibilité ? Parce qu'on pourrait penser, en lisant le protocole d'accord, que les Iraniens ont considérablement renforcé leur position dans la région, et qu'il faudrait donc forcément un changement dans l'architecture, à la fois économique... Absolument.

#Trita Parsi

Oui. Et j'ai publié un article dans **Foreign Policy** qui parle exactement de ça. Et c'est justement ce que je pense être, malheureusement, mis en danger par cette double surréaction autour de cette question. Parce que, encore une fois, cet accord provisoire ne durerait que dix jours avant qu'un accord final ne soit négocié. Et cet accord final est bien, bien plus important. Il déterminera si un corridor sud est réellement mis en place, ce qui représenterait une menace pour l'influence que l'Iran cherche à conserver. Et je pense que, de leur point de vue, après avoir été attaqués deux fois en pleine négociation par deux puissances nucléaires, il est compréhensible qu'ils fassent tout ce qu'ils peuvent pour garder cet avantage.

Mais c'est justement cela qui a été mis en danger par cette réaction excessive. Parce que, dans le cadre de l'accord plus large qui devait voir le jour — et qui, franchement, allait dans ce sens —, l'idée était de mettre en place une nouvelle architecture régionale dans laquelle l'Iran serait réhabilité. Les Qataris, par exemple, le Premier ministre l'a dit très clairement, cherchent à établir une interdépendance économique avec les Iraniens pour l'avenir. Maintenant, il est évident que tous les États du CCG ne sont pas sur la même ligne à ce sujet. Je pense que les Bahreïnais, les Émiratis et les Koweïtiens ont sans doute une position différente. Mais même les Saoudiens, qui comptent bien davantage, prévoyaient d'organiser une rencontre, une session avec le CCG, plus l'Iran et l'Irak, pour mettre en place des mesures de confiance qui auraient contribué à cette nouvelle architecture.

Ils ont même dit explicitement qu'ils avaient étudié le processus d'Helsinki. Et encore une fois, selon moi, comme je l'ai écrit dans **Foreign Policy**, tout ce qui ramène à des formations de blocs sera néfaste pour la région. L'enjeu, c'est vraiment de sortir de cette logique et de construire une architecture de sécurité fondée sur la sécurité collective, une sécurité inclusive qui, par définition, rejette la formation de blocs. C'est cette voie-là qui est réellement ouverte, mais elle suppose que le protocole d'accord fonctionne et soit finalisé. Et, dans l'intervalle, il faut qu'aucun des deux camps ne réagisse de manière excessive face aux solutions temporaires concernant le détroit.

#Glenn

Puisque vous évoquez le processus d'Helsinki, cela impliquerait aussi que les États-Unis acceptent de jouer un rôle très différent au Moyen-Orient. En effet, le processus d'Helsinki, qui a commencé en soixante-quinze avec les Accords d'Helsinki, a été un élément clé dans la fin de la guerre froide. Mais Gorbatchev a fait une remarque, dans les derniers jours ou les derniers mois de la guerre froide, en soulignant que les Soviétiques comme les Américains devaient faire face aux faucons dans leurs propres camps. Parce qu'une fois qu'on abandonne la logique des blocs, aussi bien les Soviétiques que les Américains voient leur pouvoir diminuer. La politique des blocs, c'est ce qui structure le pouvoir.

Une fois que la paix s'installe, pourquoi vos alliés resteraient-ils aussi obéissants qu'avant ? On l'a bien vu tout à l'heure, quand la Chine poussait pour améliorer les relations entre les Saoudiens et les Iraniens : encore une fois, cette peur que la paix finisse par éclater. Les États-Unis l'ont compris aussi : dans ce cas, qui les aiderait à contenir l'Iran ? Pourquoi les pays du Golfe écouterait-ils encore Washington si la paix s'installe ? Alors, comment voyez-vous les choses ? Est-ce que les États-Unis devraient complètement repenser leur rôle au Moyen-Orient ?

#Trita Parsi

Oui, ce serait le cas. Et en même temps, je pense qu'il est important de reconnaître deux choses. D'abord, même si ce n'est pas le cas, le reste de la région abandonne l'idée de dépendre uniquement du parapluie sécuritaire américain, parce qu'il s'est révélé peu fiable, et que ses limites sont apparues de façon spectaculaire à cause de cette guerre. Donc, l'idée qui existait auparavant — à savoir que, même si les États-Unis voulaient se retirer de la région, les pays du CCG les retiendraient, qu'Israël les retiendrait — eh bien, ce n'est plus vrai, ou en tout cas plus au même degré. Ces pays ne vont pas rompre avec les États-Unis, ni avec leurs relations sécuritaires avec eux, mais ils ne vont plus s'appuyer uniquement sur Washington. Et rien que ça, en soi, va affaiblir au moins une partie de la logique de formation de blocs, d'une manière ou d'une autre.

Je pourrais aller dans la mauvaise direction, et ils continueraient simplement à construire d'autres blocs par-dessus, ce qui, encore une fois, serait une erreur à mon avis. Mais il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui, on est dans une situation où la demande du CCG n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était avant la guerre. Parce qu'ils ont vu où menait ce genre de formation de blocs. Ça a conduit à une guerre désastreuse, dans laquelle les bases américaines ne les protégeaient pas. En réalité, elles attiraient les attaques. Et en plus de ça, pendant cette guerre, les États-Unis n'ont pas donné la priorité à la sécurité de ces États. Ils ont presque entièrement privilégié Israël. Alors, au final, à quoi tout cela a-t-il servi ? Ça n'a pas dissuadé les Iraniens. Ça a mené à une guerre. Et pendant cette guerre, ils n'ont pas pu compter sur les États-Unis. Je pense donc que la plupart des pays du CCG l'ont bien compris. Et, en conséquence, la demande pour cette ancienne configuration n'existe plus, ou en tout cas, plus dans les mêmes proportions.

Et puis, du côté américain, on a une façon de penser très différente de celle de l'administration Biden. L'administration Biden, si tu t'en souviens — et toi, Glenn, tu t'en souviens très bien, vu toute la couverture que tu en as faite —, leur priorité, c'était de renforcer le système d'alliances existant. Et, ce faisant, de maintenir les inimitiés déjà en place. Ces inimitiés étaient nécessaires pour consolider ce système d'alliances. En somme, ils étaient vraiment dans le statu quo. Ils ne voulaient voir aucun changement, absolument aucun. Et du coup, ils ont très mal réagi à l'accord entre l'Arabie saoudite et l'Iran, ainsi qu'au rôle joué par la Chine. Parce que, encore une fois, ça montrait que les États-Unis ne sont pas les seuls à pouvoir agir. D'autres pays peuvent aussi intervenir, discrètement.

Vous savez, le chef du renseignement saoudien a passé cinq jours à Pékin, et les services américains n'en savaient rien. Ça montre à quel point leur visibilité est limitée. Certains disent que c'est parce que les États-Unis étaient entièrement concentrés sur autre chose : Israël, Israël, et encore la normalisation d'Israël, et ainsi de suite. Ils ne prêtaient pas attention au reste. Et dans le camp de ceux qui prônent la retenue, on entend des arguments qui, je le sais, trouvent un écho au moins chez certains membres de l'administration Trump : les États-Unis devraient simplement s'éloigner de leur position dominante au Moyen-Orient. Ça ne rapporte plus rien à l'Amérique. Depuis longtemps déjà, plusieurs présidents américains promettent de se désengager du Moyen-Orient.

Ce n'est plus vraiment un sujet controversé pour les responsables politiques américains d'en parler ouvertement. Moi, j'y vois une immense opportunité pour les États-Unis de changer la donne et de dire : très bien, organisons les choses autrement dans la région, d'une manière qui ne dépende plus des États-Unis. Washington pourrait déplacer ses bases, retirer une partie de ses forces, et se concentrer sur des priorités plus importantes pour le pays, tout en laissant la région dans un état plus stable qu'avant. Et en même temps, les États-Unis garderaient de bonnes relations avec la majorité de ces États, et peut-être même, si le protocole d'accord fonctionne, une relation correcte avec l'Irak. Au final, ce serait une très belle réussite pour les États-Unis aussi.

#Glenn

Oui, eh bien, encore une fois, c'est pour ça que ces accords, qui ne font que bricoler un peu, essayer d'apporter quelques petits changements... c'est pour ça que je pense qu'ils ne pourront pas vraiment s'adapter à ce bouleversement massif dans la répartition du pouvoir à l'échelle internationale, c'est-à-dire, encore une fois, à l'ordre hégémonique. À mon avis, cela a eu deux conséquences principales. D'abord, cela a épuisé les États-Unis — ce qui s'est effectivement produit. Et ensuite, cela a poussé les principaux adversaires de l'Amérique à s'unir, en quelque sorte, pour contrebalancer collectivement les États-Unis, plutôt que de se contrebalancer entre eux. Donc non, je pense qu'il faut s'ajuster à ce nouveau monde. La question, c'est de savoir si les responsables politiques en sont capables. Parce que, du moins en Europe, je vois une classe politique idéologique qui, j'ai du mal à l'imaginer, perçoit autre chose que le monde d'hier. Et je pense que c'est là, très clairement, notre vide stratégique.

#Trita Parsi

Oui, je pense que ce que vous soulignez, c'est plutôt une limite de l'imagination et de la volonté politique, plutôt qu'une absence d'opportunité. L'opportunité, elle, existe clairement. En réalité, elle réclame même de l'attention, parce que les rapports de force ont changé, et ne correspondent plus à ce que ces responsables politiques voudraient qu'ils soient. Et c'est là qu'on voit le paradoxe de l'administration Trump. Elle n'a absolument aucune dépendance au chemin parcouru. Autrement dit, elle ne s'appuie pas sur les structures précédentes. En fait, si on dit : « C'est ce que les États-Unis ont toujours fait », j' imagine que, pour l'administration Trump, c'est plutôt un argument négatif, presque un défaut, parce qu'ils cherchent en permanence à rompre avec ce qui existait avant.

Et je pense qu'il y a aussi une tendance à croire qu'ils devraient se retirer du Moyen-Orient. Mais ça s'accompagne d'un autre problème : une administration qui semble de plus en plus incapable de conclure un accord et de s'y tenir. La patience de Trump est très, très limitée. Je pense qu'un des problèmes avec l'accord de New York et avec toute négociation avec les Iraniens, c'est que Trump a constamment besoin d'être rassuré, de sentir qu'il avance dans la bonne direction. Et s'il ne le ressent pas, il est capable de faire demi-tour à cent quatre-vingts degrés et de partir dans l'autre sens. C'est peut-être d'ailleurs ce qu'il fait en ce moment. La diplomatie en douze jours n'a pas marché ? Tant pis, on revient aux bombardements. Et puis, dans quelques jours, il va se rendre compte que, eh bien, ça non plus, ça ne marchera pas.

Et puis, il va essayer de revenir à la diplomatie, sans se rendre compte que les autres ne sont pas prêts à jouer à ce jeu avec lui. Donc, on se retrouve dans une situation où il n'y a pas vraiment d'idéologie, pas de dépendance à une ligne de conduite, ce qui crée une énorme opportunité pour engager de vrais changements. Mais en même temps, on a une administration qui, pour plusieurs raisons, n'a pas les bonnes équipes, ni une direction suffisamment patiente pour mener à bien un changement aussi profond. Souvenez-vous de la Stratégie de sécurité nationale de décembre deux mille dix-sept : elle parlait d'un recentrage sur l'hémisphère, de sortir du Moyen-Orient. Et deux mois plus tard, il déclenche la guerre avec l'Iran.

#Glenn

Oui, d'accord. Mais comment vous voyez les acteurs régionaux, si on met les États-Unis de côté ? Parce que, vous savez, on observe un développement similaire en Europe. Les États-Unis ne peuvent pas être partout en même temps. Ils commencent à se retirer un peu. Mais au lieu que les Européens reviennent au format d'Helsinki, celui de la sécurité indivisible, de la sécurité paneuropéenne, ils veulent en fait recréer l'Europe, mais uniquement autour de l'OTAN. Donc, continuer à bloquer la politique, mais sans son principal acteur. Ce qui, franchement, est une idée complètement folle, si vous voulez mon avis. Mais alors, comment ça se présente au Moyen-Orient ? Vous pensez qu'à la suite de cette guerre, il pourrait y avoir un changement dans les relations entre les Iraniens, les Arabes et les Turcs ?

#Trita Parsi

Oui. Je trouve ça vraiment intéressant. Quand j'ai grandi, en Suède, beaucoup de gens voyaient l'Europe, à l'époque, comme une sorte de miracle. Un continent qui avait réussi à surmonter toutes sortes d'épreuves, malgré deux guerres mondiales qui avaient fait plus de morts que toutes les autres réunies. Et pourtant, l'Europe avait atteint un niveau de maturité politique qu'on n'avait jamais vu, et elle vivait selon cette idée de sécurité indivisible. Et aujourd'hui, quand on regarde l'Europe, on se demande : mais qu'est-ce qui s'est passé ? Parce que la dégradation, surtout

intellectuelle, est tout simplement stupéfiante. Et en même temps, le Moyen-Orient, que personne ne considérait comme un modèle de sécurité ou de maturité politique, est en train de le démontrer, justement, en ce moment.

D'abord, le centre de la diplomatie n'est plus en Suisse ni en Europe. Il se déplace de plus en plus vers Istanbul et Doha, et peut-être même vers Islamabad, même si c'est un acteur plus récent dans ce domaine. Ensuite, ils commencent à reconnaître qu'ils ne peuvent pas revenir à la même formule qu'avant. Ils ne peuvent pas le faire sans les États-Unis, et ils ne peuvent pas le faire avec Israël. Vous savez, les Émiratis pensent encore que cette voie reste possible, mais personne d'autre n'en est convaincu. Et je pense que la guerre, ainsi que son issue, ont encore renforcé la conviction des autres États qu'une alliance, quelle qu'elle soit, avec Israël, dans le cadre des accords d'Abraham, reviendrait à créer une sorte d'alliance sunnite-israélienne contre l'Iran. Ce qui, pour être honnête, a toujours été le cas, mais ce n'était pas aussi explicite. Aujourd'hui, ce n'est plus envisageable.

Je veux dire, même plusieurs semaines après le sept octobre, on avait l'impression que les Saoudiens réfléchissaient encore à cette idée. Mais à ce stade, on dirait vraiment qu'ils sont passés à autre chose. Et si les Saoudiens ne le font pas, peu importe si le Somaliland le fait, ça ne changera pas grand-chose. Donc oui, je pense qu'on voit bien que la région évolue dans cette direction, qu'elle essaie de voir si ça peut fonctionner. Je ne dis pas que la maturité politique est la même partout dans la région, mais je pense qu'elle est aujourd'hui plus avancée que ce qu'on observe en Europe. Et je crois qu'il y a une compréhension plus claire, au Moyen-Orient, du fait qu'on ne peut pas contenir et équilibrer l'Iran de manière hostile sans les États-Unis. Alors qu'en Europe, certains pensent encore qu'ils peuvent faire la même chose avec la Russie, sans les États-Unis.

#Glenn

Eh bien, s'il devait y avoir une sorte de restructuration du Moyen-Orient, alors les Arabes, les Turcs, tous devraient plus ou moins reconnaître qu'on ne peut pas contenir l'Iran. L'ancien système d'alliances est mort. Il faut trouver une forme de sécurité collective, indivisible. Et Israël, là-dedans, comment ça s'intègre ? Parce que, vous savez, le débat tourne souvent autour de « vous êtes pro-Israël » ou « anti-Israël », mais en réalité, c'est un peu à côté du sujet. C'est un pays qui possède l'arme nucléaire et qui est soutenu par les États-Unis. Oui, au fond, la sécurité indivisible, ça veut dire qu'il faut prendre en compte les préoccupations de sécurité de tous les acteurs de la région. Et encore une fois, Israël fait partie de cette région, donc... Je sais qu'il y a beaucoup d'hostilité, surtout en Iran, envers les Israéliens aussi. Mais si on veut la paix pour soi-même, il faut s'assurer que ses adversaires ne craignent pas pour leur existence. Alors, est-ce qu'il y a un moyen d'impliquer les Israéliens dans tout ça ?

#Trita Parsi

Tout d'abord, je veux simplement dire que je suis entièrement d'accord avec vous : il n'existe pas de sécurité inclusive ou indivisible si tout le monde n'est pas réellement inclus. Donc, penser qu'on peut

l'avoir dans un coin de la région et croire que cela produira les effets d'une sécurité indivisible, c'est une illusion. Il faut que ce soit complet. Et cela pose alors une question : qu'en est-il d'Israël ? Là encore, cela renvoie à l'article que j'ai publié dans **Foreign Policy** — je crois que c'était lundi. J'y explique, en m'appuyant sur une proposition élaborée par le projet **Better Order** de l'Institut Quincy au cours des trois dernières années, qu'il existe une voie à suivre.

Mais ce que la région risque de faire en ce moment, c'est que, au lieu d'aller vers une sécurité vraiment inclusive, elle pourrait simplement déplacer les lignes de fracture. On verrait alors la fin de l'isolement de l'Iran, mais en parallèle, une forme de ré-isolement d'Israël. L'Iran sortirait de son état d'isolement, et Israël reviendrait — pas complètement, mais en partie — vers la position d'isolement qu'il connaissait avant les accords d'Oslo. Je pense que beaucoup de gens oublient à quel point Israël était isolé avant le processus d'Oslo. Environ trente-six pays ont normalisé leurs relations avec Israël après Oslo, parmi eux l'Inde, la Russie, et même le Saint-Siège. Ce sont des acteurs majeurs qui, avant Oslo, n'avaient même pas de relations normalisées avec Israël.

Et donc, vous savez, on pourrait très bien se retrouver dans une situation où, en réalité, ce qui se passe dans la région, c'est simplement un déplacement des lignes de fracture, plutôt qu'une véritable évolution d'un système de blocs vers une région sans blocs. Et mon argument, ce que nous présentons dans cette proposition, c'est qu'au fond, ça ne fonctionnera pas. Il faut donc avancer une proposition qui, au minimum, laisse une porte ouverte aux Israéliens. Cela veut dire que, pour l'instant, les Israéliens ne peuvent pas rejoindre ce processus, et ils ne le feront pas maintenant. Mais il faut qu'il y ait deux démarches parallèles : d'un côté, la mise en place de cette architecture, qui doit se construire sans Israël au départ, parce qu'il est tout simplement impossible, politiquement, d'inclure Israël à ce stade. Et de l'autre, il faut que cette architecture, au fur et à mesure qu'elle se met en place, garde une porte ouverte — une porte constamment ouverte — à Israël.

Mais le prix d'entrée pour qu'Israël puisse rejoindre, c'est qu'il faut aussi qu'un État palestinien soit créé, fondé sur les lignes de mille neuf cent soixante-sept. Pas une perspective politique, pas une simple feuille de route, mais bien un État créé, ou selon ce que les Palestiniens décideront eux-mêmes pour leur autodétermination. Et une fois que ce sera fait, alors les Israéliens devront être inclus. Mais le prix d'entrée est très clair. Et en fait, cela pourrait aussi être un moyen d'encourager les Israéliens à aller dans la bonne direction, à s'éloigner de la voie qu'ils suivent aujourd'hui, que je considère comme suicidaire. Et je comprends bien que, pour l'instant, tout cela semble extrêmement irréaliste. Et je suis d'accord, c'est irréaliste aujourd'hui. Mais imaginez que ce processus continue pendant cinq ans, et que l'infrastructure, l'architecture, soient mises en place, que l'organisation soit créée.

Ces ministres de la Défense et des Affaires étrangères se réunissent chaque trimestre, à tour de rôle, dans un pays différent de la région. C'est un peu inspiré de l'ASEAN, de l'OSCE, du processus d'Helsinki, et ainsi de suite. Et cette structure, elle est concrète, visible, claire. Je pense que cela pourrait influencer la perception du public israélien, s'il comprend qu'il est en train d'être laissé de côté, mais que la porte reste ouverte, à condition qu'il soit prêt à changer d'approche et à accorder

aux Palestiniens exactement ce qu'ils méritent : leur droit à l'autodétermination, à la dignité et à un véritable État. Je crois que cela aurait un impact bien plus fort que de simplement penser qu'on peut isoler et contenir la situation. Je ne dis pas que je suis contre l'isolement, mais ce n'est pas suffisant.

Je dis simplement qu'il devrait y avoir à la fois de l'isolement et de la mise sous contrôle, mais aussi une porte ouverte, qui dise : vous pouvez revenir, vous pouvez faire partie de cette sécurité inclusive. Mais il y a un prix d'entrée, et ce prix, c'est un État palestinien. Et s'ils vont dans cette direction, je pense qu'il pourrait y avoir une... enfin, je sais que c'est difficile, et tout le reste. Mais pour être clair, cette proposition n'a pas été élaborée par des gens déconnectés de la réalité. Parmi les principaux auteurs, il y a Nabil Fahmy, l'ancien ministre égyptien des Affaires étrangères, qui vient de commencer son mandat comme secrétaire général de la Ligue arabe ; Daniel Levy, que vous connaissez sans doute, un ancien négociateur israélien ; et, au total, environ cent trente autres personnes du projet **Better Order**, venant de quarante pays différents.

#Glenn

Eh bien, un tel accord, même s'il n'est pas politiquement possible pour le moment, a quand même une utilité. Il sert à fixer un objectif — à dire où l'on veut aller. Si on revient, par exemple, aux Accords d'Helsinki de mille neuf cent soixante-quinze, on n'a rien établi de vraiment concluant. Mais l'idée générale, c'était de reconnaître que ces blocs rivaux alimentent les conflits, qu'ils entretiennent le dilemme de sécurité. On devrait aller vers quelque chose de plus inclusif, fondé sur une sécurité indivisible — au moins poser cet objectif. Vous savez, on peut parfois s'écarter de la route, mais au moins, c'est la direction qu'on vise. Parce qu'aujourd'hui, en Europe, ça n'existe pas. Si vous parlez de sécurité inclusive et indivisible, avec l'idée de dépasser la logique des blocs comme l'OTAN, on vous accuse de trahison, et on vous tombe dessus. Donc, on n'a même plus cet objectif, rien vers quoi travailler. Et c'est pour ça que, malgré tout, ça a un sens.

#Trita Parsi

Il faut avoir une vision. Oui, une vision positive. Et une vision positive, au bout du compte, ça fonctionne. Et ça a fonctionné. Ce qui me bouleverse vraiment — et j'essaie d'éviter de trop parler de politique européenne —, c'est de voir ce qui se passe en Suède. Là-bas, on parle des soixante-dix dernières années, voire plus, de la politique étrangère suédoise comme d'une sorte de honte ou d'échec. Alors que c'est, en réalité, la période la plus réussie de l'histoire européenne en matière de paix et de prospérité. Et ce vers quoi ils se sont tournés aujourd'hui, c'est une véritable catastrophe. Et penser que les anciens dirigeants européens étaient naïfs, à l'époque où ils ont mis en place le processus d'Oslo, où ils ont défendu des normes très fortes sur l'usage de la force pour protéger les civils dans les conflits, le droit international, le respect des droits humains, tout cela... eh bien, c'est complètement faux.

C'était naïf. Mais dire que ce qu'ils font maintenant est une approche intelligente et réaliste, c'est absurde. Et le Moyen-Orient, en ce moment, a une vraie opportunité d'aller dans cette direction. Le

fait que la région, dans son ensemble — pas tout le monde, bien sûr — reconnaisse que l'approche précédente a échoué, combiné au fait que les États-Unis ne sont ni capables, ni de plus en plus disposés à jouer ce vieux rôle, crée une occasion unique, dont j'espère qu'on saura profiter. Et la première étape, c'est que le protocole d'accord aboutisse à un accord final entre les États-Unis et l'Iran, sans être bloqué par des divergences d'interprétation de l'article cinq, ni par des réactions exagérées à ce qui se passe pendant cette période intermédiaire.

#Glenn

Permettez-moi de poser une dernière question, cette fois sur Israël. Pas seulement sur la possibilité de rejoindre une nouvelle architecture de sécurité au Moyen-Orient, mais aussi sur sa position concernant le protocole d'accord. Pourquoi Israël est-il si effrayé par ce processus de paix ? Parce qu'il est devenu l'un des principaux obstacles. Comme on l'a vu, par exemple, avec les frappes au Liban, cela semblait très délibéré, comme une façon de saboter tout ce système.

#Trita Parsi

C'est une question très importante, parce qu'elle renvoie aussi à ce dont on vient de parler, à propos de la participation d'Israël. Dans notre proposition, la condition officielle, c'est qu'il y ait une reconnaissance de l'État palestinien et que cet État voie effectivement le jour. Mais, en réalité, il y a une exigence plus profonde : il faut une transformation complète du paradigme de sécurité d'Israël. Cela vaut d'ailleurs pour tous les États. Tous viennent d'une logique de formation de blocs. Mais, dans le cas d'Israël, c'est encore plus marqué : ils partent de l'idée que la seule façon d'assurer leur sécurité, c'est de dominer totalement la région sur le plan militaire.

Pour qu'ils se sentent en sécurité, il faut que tous les autres ressentent, d'une certaine façon, une part d'insécurité. Parce qu'Israël doit pouvoir dissuader tout le monde, mais personne n'a le droit de dissuader Israël. C'est seulement dans ces conditions qu'Israël se considère en sécurité. Même pas la paix. La paix, c'est au-delà de ce qu'ils envisagent aujourd'hui. Le mot "paix" n'est plus politiquement correct en Israël. Et ça fait déjà un bon moment. Si vous en parlez, on vous accuse de "bélinisme" — en référence à Yossi Beilin, l'un des architectes des accords d'Oslo. Avec cet état d'esprit, avec cette conception de la sécurité, évidemment, Israël ne pourra jamais, à mon sens, être en paix ni vraiment en sécurité avec sa région.

Cela demande un vrai changement de paradigme, et ce changement doit aller plus loin en Israël. Il devra être plus profond qu'il ne l'est dans certains autres pays. Mais justement à cause de cette vision, ils considèrent que tout accord entre les États-Unis et l'Iran, qui mettrait fin à l'hostilité, quel qu'en soit le contenu, serait pour eux une catastrophe. Parce que cela signifierait que les États-Unis se retireraient du Moyen-Orient, qu'ils cesseraient d'exercer leur influence militaire pour fausser l'équilibre de la région en faveur d'Israël. Et Israël veut ce soutien, parce que c'est la seule façon pour lui de garder une supériorité militaire dans la région. Israël, à lui seul, n'en est pas capable.

Israël, à lui seul, ne peut même pas mener une guerre contre l'Iran sans le soutien actif des États-Unis. Donc, vous voyez, l'idée qu'Israël devienne une sorte d'hégémon, je la trouve très discutable, parce qu'Israël n'a tout simplement pas la capacité d'être cet hégémon. C'est juste la frontière de l'hégémonie de quelqu'un d'autre. Et ce quelqu'un d'autre n'est plus vraiment intéressé par cette hégémonie. Ça pose un vrai problème pour les Israéliens. Mais ils se battent bec et ongles pour que les États-Unis restent la puissance militaire dominante dans la région. Et pour ça, il faut que l'hostilité avec l'Iran reste bien vivante, parce que c'est le principal moteur de l'implication militaire américaine dans la région.

#Glenn

Oui, non, je vois bien cette intention, mais je me dis que si les États-Unis, par nécessité, ne peuvent plus jouer le même rôle au Moyen-Orient, alors forcément... Les Israéliens, comme vous le dites, n'auraient plus cette capacité à maintenir une stratégie de sécurité fondée sur la domination régionale. Donc, on pourrait penser qu'à un moment, la rationalité finirait par s'imposer et forcer, comme je le dis, un changement de paradigme, une remise en question de ce que signifie vraiment la sécurité. Parce que ces trente dernières années, on a vu cette idée de sécurité par la domination, en affaiblissant ou en détruisant ses voisins... C'est une recette pour le désastre. Vraiment.

#Trita Parsi

Je vais vous donner un exemple. Je ne sais plus si on en avait parlé la dernière fois que je suis venu dans cette émission, mais j'ai déjà cité cet exemple d'un haut responsable militaire israélien qui m'avait dit, je crois que c'était en deux mille quatre, qu'il était très inquiet pour l'avenir d'Israël. Il m'avait expliqué que, quand il avait combattu en soixante-sept, puis en soixante-treize, lui et ses camarades pensaient que, s'ils gagnaient cette guerre, tôt ou tard, les Arabes finiraient par accepter Israël comme une réalité et feraient la paix. Donc, pour eux, gagner les guerres, c'était une étape essentielle vers la paix. Et il m'avait dit : mais quand je regarde la jeunesse israélienne d'aujourd'hui — et rappelez-vous, il disait ça il y a vingt-deux ans —, ils ne croient plus à la paix. Ils pensent qu'Israël sera toujours dans un état de guerre permanente, et que la seule façon d'avoir la sécurité, pas la paix, c'est de dominer tous les autres.

Il a dit que tout ça allait détruire la société israélienne de l'intérieur. Et je pense qu'il avait raison. Vingt-deux ans plus tard, on voit que cette mentalité s'est encore renforcée. Une partie du problème, quand on essaie de faire face à la réalité, c'est que le modèle actuel apprend aux Israéliens à penser qu'il n'existe aucune autre sécurité que celle qu'ils ont aujourd'hui. Toutes les autres options, celles qu'on dirait réalistes, celles vers lesquelles ils devraient évoluer... dans leur esprit, en ce moment, ce serait un chemin vers leur destruction. Moi, je ne crois pas que ce soit vrai. Je pense que c'est leur voie actuelle qui les conduit à la destruction. Mais ils sont profondément ancrés dans la conviction que c'est la seule manière pour eux d'être en sécurité.

#Glenn

Eh bien, encore une fois, je pense que c'est quelque chose qui définit, disons, les alliés de l'Amérique, ou les États en première ligne. Ils doivent eux aussi s'adapter à cette nouvelle réalité : les États-Unis ne sont plus l'hégémon. Ils doivent se réajuster à un monde multipolaire. Et je pense qu'Israël, comme les Européens, comme les pays du Golfe, va devoir changer. Mais là encore, tous, après des décennies sans avoir à faire de concessions ni de compromis, ont toujours compté sur les Américains pour être derrière eux et avoir le dernier mot. Ça va prendre du temps, je pense. Et d'ici là, beaucoup de choses terribles peuvent arriver.

#Trita Parsi

Bon, un dernier mot avant de conclure ? Oui, juste sur ton dernier point, tu as tout à fait raison. Rien ne changera tant que le contexte ne changera pas et ne forcera pas un tournant. Et dans ce contexte, je pense encore une fois qu'il faut effectivement qu'il y ait des pressions, mais qu'il faut aussi garder ouverte une voie théorique vers la réhabilitation. C'est justement ce qui n'a jamais existé pendant les trente années d'isolement de l'Iran. Il n'y a jamais vraiment eu de voie théorique ouverte. C'était censé être permanent. Et ça n'a pas marché. Ça a été un désastre. Et je crois, au fond, que l'Iran reste un pays de quatre-vingt-dix millions d'habitants.

C'est sans doute beaucoup plus difficile de l'isoler indéfiniment. Mais Israël est aussi un pays très avancé sur le plan technologique, et il possède l'arme nucléaire. À mon avis, ce serait une erreur d'adopter la même stratégie avec Israël que celle qui a été suivie avec l'Iran. Et ce serait aussi une occasion manquée, parce que si on ne s'en sert pas, si on n'ouvre pas cette voie, alors on ne profite pas vraiment de la dynamique actuelle dans la région. Une dynamique qui pourrait non seulement renforcer la stabilité du reste du Moyen-Orient, mais aussi améliorer la situation du peuple palestinien. Et pour moi, ce serait une occasion vraiment perdue.

#Glenn

Merci beaucoup d'avoir pris le temps. C'est toujours très enrichissant de parler avec vous, alors merci.

#Trita Parsi

Merci beaucoup de m'avoir invité. J'apprécie vraiment.